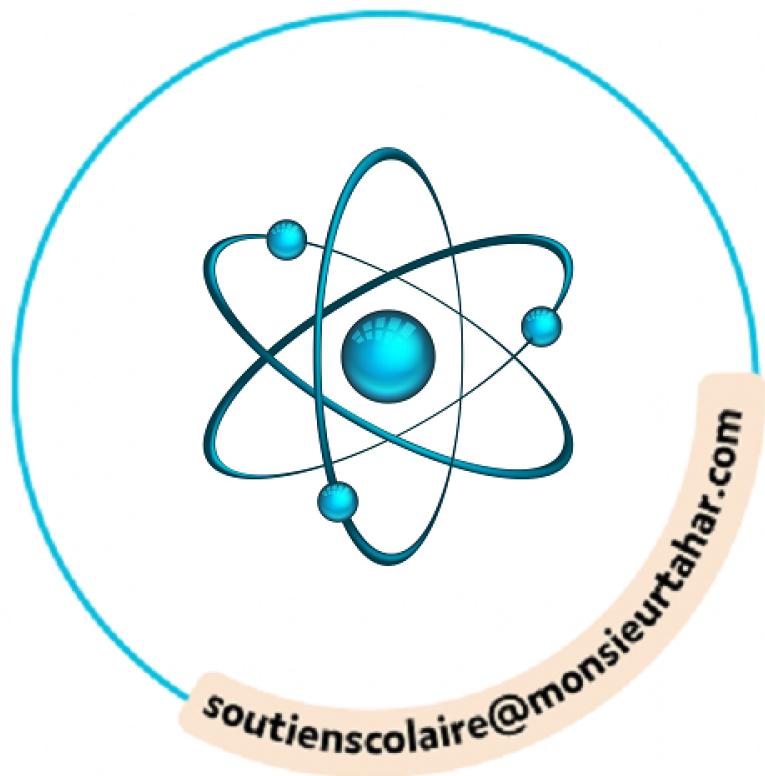


COURS HISTOIRE

CHAPITRE 11



LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

La République française, un régime stable qui sait se réformer



Comment, depuis les années 1990, les institutions républicaines se réforment-elles pour répondre aux évolutions politiques de la France ?

ÉTUDE Adapter la Constitution de 1958 aux évolutions politiques

ÉTUDE La réaffirmation du principe de laïcité (2004)

POINT DE PASSAGE L'approfondissement de la décentralisation

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE

Lien internet

– Rendez-vous sur <https://www.youtube.com/watch?v=ftya0cJM6nU>.

– En quoi la Nouvelle-Calédonie représente-t-elle un territoire à part au sein de la République française ?

Notions

- **gouvernance** : manière de gouverner prenant en compte l'ensemble des règles et des acteurs qui permettent à l'État de fonctionner, de décider et d'agir.
- **opinion publique** : ensemble des sentiments, des jugements et des valeurs partagés au sein d'une société à un moment donné.

Vocabulaire

- **alternance** : succession au pouvoir de deux partis de tendances politiques opposées.
- **cohabitation** : coexistence d'un président de la République et d'un gouvernement de tendances politiques opposées.
- **partis populistes** : mouvements politiques dont le discours oppose le peuple aux élites politiques, économiques, médiatiques, culturelles, etc.
- **pouvoir exécutif** : un des pouvoirs constituant l'État et qui est la prérogative du président de la République, du Premier ministre et de son gouvernement.
- **pouvoir législatif** : un des pouvoirs constituant l'État et qui est la prérogative de l'Assemblée nationale et du Sénat.

A Des institutions stables et capables de s'adapter

- La Constitution de 1958 parvient à s'adapter aux évolutions de la vie politique française. Depuis l'élection de François Mitterrand en 1981 (premier président socialiste de la V^e République), l'**alternance** des partis de droite et de gauche est régulière : après les deux septennats de François Mitterrand (PS), Jacques Chirac (RPR) exerce à son tour deux mandats avant de céder la place à Nicolas Sarkozy (UMP) en 2007, lui-même suivi de François Hollande (PS) en 2012. L'élection d'Emmanuel Macron en 2017 est marquée par un profond changement du personnel politique. Par ailleurs, la vie politique connaît deux épisodes de **cohabitation** (1993-1995 ; 1997-2002).
- La stabilité des institutions s'accompagne de leur capacité à évoluer pour répondre aux attentes des Français. Ainsi en 2000, afin d'éviter le risque de répétition des cohabitations, une réforme constitutionnelle, approuvée par référendum, permet le passage du mandat présidentiel de sept à cinq ans. Désormais, le président de la République peut compter sur une majorité stable durant son quinquennat car l'Assemblée nationale est élue quelques semaines après lui pour 5 ans. D'autres réformes, comme le non-cumul des mandats (2014), permettent le renouvellement du personnel politique, plus de transparence et cherchent à améliorer le fonctionnement des institutions.
- Cependant, une crise de confiance durable envers les acteurs politiques et le fonctionnement des institutions s'installe chez de nombreux Français. La lente mais régulière progression de l'abstentionnisme en est une illustration tout comme la montée des **partis populistes** qui parviennent à capter un vote contestataire grandissant. Plus récemment, cette contestation s'exprime dans des mouvements populaires qui témoignent, parfois violemment, d'un profond malaise social comme l'illustre le mouvement des « gilets jaunes », débuté en novembre 2018.

B Des procédures pour réformer les institutions

- Le texte constitutionnel de 1958 a connu différentes réformes répondant aux transformations de la société, à ses attentes ou à ses besoins. Il a ainsi été révisé 24 fois depuis son adoption. Actuellement, une trentaine d'articles (sur 108 au total) demeurent inchangés par rapport au texte initial voulu par le général de Gaulle. Ainsi, la V^e République est celle qui connaît la plus grande longévité après la III^e République, qui a duré près de 70 ans.
- L'article 89 de la Constitution définit précisément la procédure de révision dont l'initiative revient soit au président de la République sur proposition du Premier ministre (projet de révision), soit au Parlement (proposition de révision). C'est l'**Assemblée nationale et le Sénat, réunis en Congrès, qui doivent en voter le texte**. Ainsi est garanti l'équilibre entre le **pouvoir exécutif** et le **pouvoir législatif**. Toutefois, l'article 11 permet au président de soumettre à référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics. Cette procédure, contestée et débattue depuis 1958, reste rare et sujette à caution. Seul le général de Gaulle l'a utilisée en 1962 et en 1969.
- Depuis 1992, la Constitution a été révisée 19 fois. Cette accélération des réformes constitutionnelles et juridiques a été nécessaire pour accompagner l'intégration européenne de la France. Elle a aussi permis l'évolution de la pratique du pouvoir (quinquennat) ou de réaffirmer les principes républicains précisant que « la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Ainsi, la dernière grande réforme constitutionnelle, celle de 2008, a élargi le pouvoir du Parlement, notamment dans ses fonctions de contrôle et d'évaluation.

C Des institutions qui réaffirment et créent des droits politiques

- Certaines modifications constitutionnelles sont à l'origine de profonds changements de **gouvernance**. Les premières lois de décentralisation (1981-1982) bouleversent le fonctionnement de l'État ainsi que ses rapports avec les collectivités territoriales. Elles sont réaffirmées et approfondies en 2003 quand la décentralisation devient un principe constitutionnel définissant l'organisation décentralisée de la République française.
- Nombreuses sont les transformations institutionnelles attestant d'**une évolution du rôle de l'État**. La place et le rôle de l'État ont été critiqués dès les années 1990 ; différentes lois ont permis de réduire son périmètre d'action et ses dépenses. Cependant, l'**opinion publique** française reste très attachée à la protection et à l'intervention de l'État.
- Les évolutions constitutionnelles permettent aussi d'**apporter des réponses aux questions soulevant des débats au sein de la société**. Les Français peuvent se diviser sur certains sujets comme le principe de laïcité. Ces questionnements nécessitent la réaffirmation des principes républicains dans le cadre législatif (loi de 2004 sur les signes religieux à l'école) ou sur le plan juridique. Le rappel permanent de ces principes et la définition de nouveaux droits permettent d'accompagner les mutations sociales, tout en cherchant à limiter les risques de tensions voire de conflits.

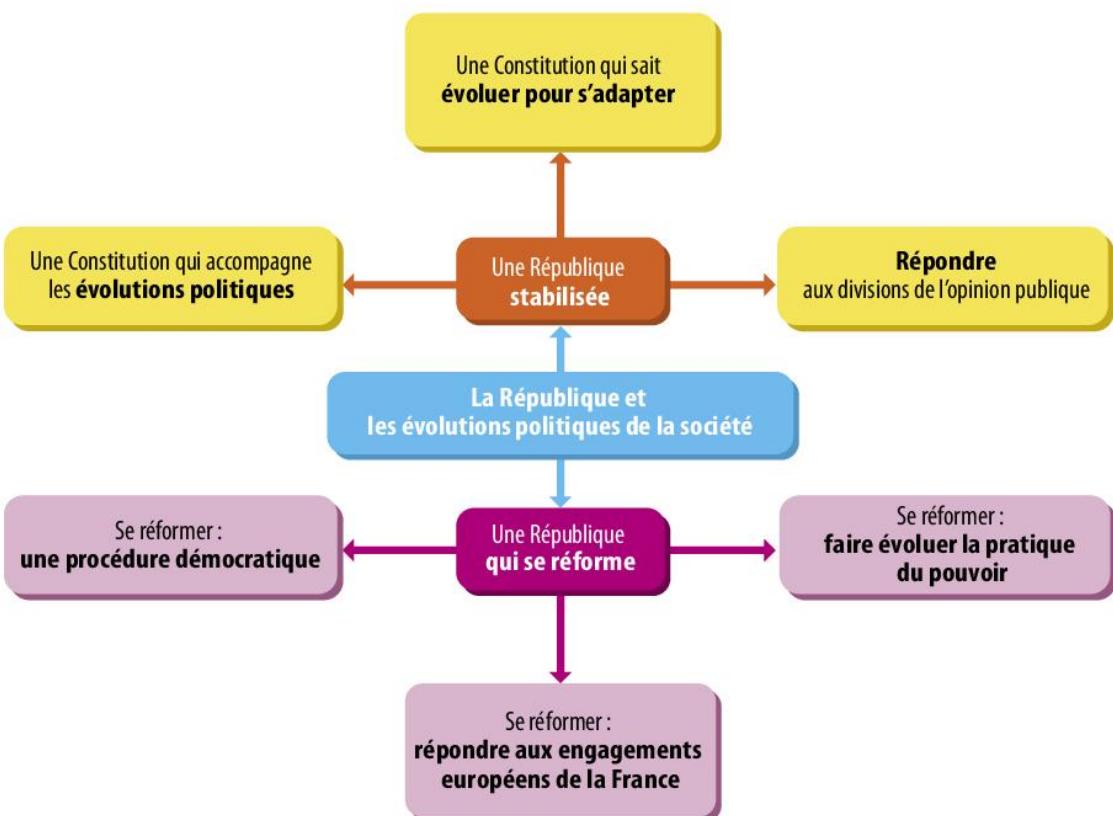
@CTIVITÉ NUMÉRIQUE

Lien internet

- Visionnez la vidéo <https://www.youtube.com/watch?v=WlHnUVV-Peo>.
- Rédigez un texte qui montre la stabilité de la V^e République.
- Définissez d'abord sa nature puis citez les pouvoirs du président et du Premier ministre. Expliquez enfin le rôle de l'Assemblée nationale et du Sénat.

SCHÉMA BILAN

La République française, un régime stable qui sait se réformer



La République s'adapte aux évolutions de la société



❖ Comment, depuis les années 1990, les idéaux républicains sont-ils réaffirmés afin de correspondre aux mutations de la société ?

POINT DE PASSAGE Depuis les années 2000, la parité : du principe aux applications politiques

ÉTUDE Depuis les années 1990, les évolutions des conceptions de la famille

Notions

- **égalité** : principe républicain selon lequel aucune différence de traitement ne doit être faite par la loi entre les citoyens.
- **féminisme** : mouvement défendant les droits des femmes dans tous les domaines de la vie – politique, économique, sociale et sociétale – pour parvenir à l'égalité hommes-femmes.
- **libéralisation des mœurs** : évolution des comportements sexuels qui, à partir des années 1960-1970, est surtout marquée par l'émancipation sexuelle des femmes et l'affirmation de l'égalité des sexes.

Vocabulaire

- **famille monoparentale** : famille réunissant un parent isolé et un ou plusieurs enfants. Les femmes représentent 85 % des parents à la tête d'une famille monoparentale.
- **fémicide** : meurtre de femmes ou de jeunes filles lié au fait qu'elles sont des femmes.
- **LGBTQI** : sigle désignant les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes.

POINT DE
PASSAGE

A L'entrée dans « le monde moderne » (années 1990-2000) ?

- Les années 1990, marquées par une certaine reprise de la croissance économique, sont le point de départ de **mutations sociales, sociétales et technologiques qui transforment en profondeur la société française**. Ces changements amplifient une dynamique certes à l'œuvre depuis les années 1960. Mais, dans le cadre d'une société de consommation de masse, elles constituent une véritable rupture, en particulier en ce qui concerne la **libéralisation des mœurs**, la question de la famille ou le droit des femmes.
- Les années 2000 sont marquées par le retour d'une conjoncture plus incertaine. Les effets de la crise de 2008 fragilisent l'économie, la société et la vie politique. L'opinion publique se divise et se tend alors que s'accentuent les clivages entre des franges sociales ouvertes et progressistes et d'autres plus conservatrices et populistes craignant les effets sociaux et territoriaux de la mondialisation.
- La société française contemporaine est travaillée par différentes dynamiques. Les gouvernements successifs cherchent à transformer le modèle économique et social hérité de l'après-guerre. Parallèlement, de nombreux acteurs de la société civile, comme les syndicats, cherchent à défendre les acquis sociaux tel que le modèle de retraite par répartition, modèle de l'État-providence.

B Accompagner les évolutions de la société

- Depuis les années 1990, de nouveaux droits sont apparus dans le domaine de la famille. En 2014, selon l'INSEE, la France compte 8,4 % de **familles monoparentales**, 19,7 % de femmes seules, 14,4 % d'hommes seuls, 25,9 % de couples sans enfants et 26,5 % de couples avec un ou plusieurs enfants. Les enfants de familles monoparentales ou recomposées sont de plus en plus nombreux. Les couples se forment de plus en plus tard et se séparent davantage. Le mariage confirme ainsi son recul continu depuis 2000.
- De telles évolutions ne sont pas sans effets en matière de droits et d'**égalité**. La République doit ainsi évoluer sur le plan juridique pour répondre aux nouvelles formes d'unions et réaffirmer ses principes de liberté et d'égalité. Votée en 1999, la loi qui institue le Pacte civil de solidarité (PACS) a fait évoluer la législation pour celles et ceux qui, de sexe différent ou de même sexe, souhaitent organiser leur vie commune sans pour autant se marier. La loi de 2013, dite du « mariage pour tous », permet la pleine reconnaissance juridique des unions homosexuelles.
- L'**égalité hommes-femmes offre un exemple de la recherche de nouveaux équilibres au sein de la société**. Sur le plan politique, différentes lois (1999, 2003, 2007, 2008, etc.) accordent aux femmes une meilleure reconnaissance et visibilité dans les différentes institutions. Dans le monde du travail, des lois permettent la prise en compte des inégalités sans toujours les résoudre, comme en attestent les inégalités salariales qui perdurent dans de nombreux secteurs professionnels. Les revendications des mouvements **féministes** ont aussi évolué. Des associations comme « Les Chiennes de garde » ou « La Meute » s'engagent contre l'image dégradée de la femme dans les médias. D'autres, comme « La Barbe », luttent contre l'hégémonie masculine dans les lieux de pouvoir ; « Osez le féminisme » milite contre le sexisme au quotidien.

C De nouveaux droits qui divisent la société ?

- Les évolutions constitutionnelles et juridiques de la République attestent de sa capacité à s'adapter en réaffirmant ses principes fondamentaux. Cependant, elles ne peuvent masquer le fait que la société française est traversée de débats qui peuvent la diviser profondément.
- Les lois sur le PACS ou le « mariage pour tous » ont fait apparaître de nombreuses réactions et manifestations de rejets. Celles-ci s'expriment lors des débats institutionnels ou encore au sein de la société. En 2013, des associations, réunies dans le collectif « La Manif pour tous », tentent de faire rejeter la loi autorisant les unions homosexuelles. D'autres droits nouveaux, auxquels le législateur peine parfois à apporter des réponses précises, sont sources de tensions. C'est le cas, par exemple, de l'homoparentalité. Si celle-ci est mieux acceptée, la question liée à la filiation des couples homosexuels reste divisante. Il faut attendre 2019 pour évoquer l'extension et l'égal accès de tous à la procréation médicalement assistée (PMA). De même, les avis restent partagés sur la gestation pour autrui (GPA) pour les couples homosexuels.
- La lutte contre les discriminations reste un immense chantier. Les associations LGBTQI agissent contre toutes les formes de discriminations à l'encontre des personnes non hétérosexuelles. Dans le domaine des discriminations à l'encontre des femmes, des progrès restent à réaliser pour faire respecter leurs droits, tout comme pour faire reculer le sexism, les violences à leur égard et les féminicides. L'objectif est de faire observer l'article 1^{er} de la Constitution de 1958 : « La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales. » De même, la lutte contre toute forme de discrimination, qu'elle soit envers des communautés ethniques, religieuses ou des groupes sociaux reste un combat d'actualité pour la République.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE

Lien internet

- Rendez-vous sur <https://www.lumni.fr/jeux-educatifs/mr-mme/index.php#sommaire>.
- Cinq entrées sont disponibles. Choisissez trois thèmes. Chaque fois, placez le curseur sur les années 2000.
- Visionnez les extraits proposés, relevez des informations pour rédiger un texte qui montre la situation des femmes dans les années 2000. Vous pouvez utiliser les décryptages proposés dans chaque reportage.
- Vous pouvez aussi déplacer le curseur sur d'autres époques pour vous rendre compte des transformations lors des soixante dernières années.

SCHÉMA BILAN

La République s'adapte aux évolutions de la société

